

Jan Jambon

«Je me verrais bien Premier ministre d'une coalition qui pousse le confédéralisme»

LES PHRASES CLÉS

«On n'est pas comme un parti traditionnel: on dit ce qu'on fait et on fait ce qu'on dit.»

«Les francophones m'apprécient car ils ont appris à me connaître pendant quatre ans.»

«Je suis légitime comme candidat Premier ministre.»

Candidat Premier ministre, Jan Jambon estime que si les francophones choisissent la gauche, la Belgique deviendra ingouvernable.

INTERVIEW MARTIN BUXANT

C'est triste un Parlement fédéral, un jeudi soir. L'éclairage est blafard, les longs couloirs sont froids, le tumulte de la séance plénière est déjà si loin. Le dernier qui part éteindra la lumière en sortant. Voilà à quoi nous pensons quand, cravate jaune bien nouée autour du cou, Jan Jambon nous emmène dans le petit salon de la fraction N-VA du Parlement. Il y a des casiers d'eau, des casiers de coca et du café. Et il précise: «Regarde, on a même de la soupe.»

Jan Jambon a changé de statut cette semaine. Lui qui fut aux manettes de l'Intérieur durant quatre années au sein du gouvernement Michel est désormais en campagne. Et pas n'importe laquelle puisque Jan Jambon a décidé de marcher sur le «16»: il est candidat Premier ministre fédéral.

Bref flash-back, d'abord. «La fin du cabinet ministériel, cela m'a fait penser à la fin d'un

camp scout, tout le monde était si triste. On quitte une famille. Il y a eu beaucoup d'émotion et ça, je tiens à le dire quand certains pensent qu'on a fait tomber le gouvernement sans aucun état d'âme.»

«Politiquement, dit-il, je suis convaincu que nous avons fait le bon choix. La teneur de ce Pacte de Marrakech est diamétralement opposée à ce que nous défendons et proposons comme vision sur l'asile l'immigration. On va faire une campagne électorale où l'asile et l'immigration vont être des thèmes importants, et défendre en même temps le Pacte de Marrakech, ce n'était pas possible. Les partis traditionnels n'ont pas de problème avec ça, mais nous, à la N-VA, quand on dit une chose, on s'y tient.» Et de sortir le fameux: «What you see is what you get.»

L'impression assez partagée est que parmi toutes les excellences N-VA, Jan Jambon est celui qui a eu le plus de mal à faire sauter le gouvernement – peut-être de par sa proximité avec Charles Michel. «Je comprends cette analyse mais elle n'est pas exacte. Politiquement, je suis à 100% derrière la ligne de mon parti. On ne voulait pas faire tomber ce gouvernement, on voulait éviter que la Belgique signe ce Pacte. J'étais proche de Charles Michel et c'est vrai qu'on a une très bonne relation professionnelle. J'ai aussi vu comment il s'est battu pour son gouvernement et pour trouver une solution. Mais ensuite, j'ai vu que les deux autres partis flamands du gouvernement – CD&V et Open Vld – étaient furieux. Patrick Dewael et Kris Peeters étaient en colère contre Michel. Je pense être à la N-VA celui qui est le plus proche de Charles

© WOUTER VAN VOOREN

Michel, mais je vous assure que je n'ai ni remords ni regrets par rapport à ce qui s'est passé.»

Pour rappel, la N-VA a estimé que le Premier ministre Charles Michel était en passe de devenir leur marionnette. Dur, dit-on à Jambon. «Il l'a mal compris. Ce qu'on a voulu dire et faire passer comme message est qu'en se mettant dans la peau d'un Premier d'un gouvernement minoritaire de facto, il se condamne à venir demander le soutien des deux grands groupes que sont la N-VA ou le PS. Parce que l'image véhiculée par le PS que Charles Michel aurait été notre marionnette, c'est intellectuellement malhonnête. C'est faux. Il y a de nombreux exemples où, durant la législature, Michel

a fait bouger les lignes, y compris dans une direction où la N-VA ne voulait pas aller.»

Jambon se dit d'ailleurs convaincu que Charles Michel et lui pourront encore bosser ensemble à l'avenir. «Le temps soigne toutes les blessures. Il n'y a pas de cassure définitive entre Charles et moi.»

L'incompréhension côté francophone est grande, explique-t-on encore à Jambon. Faire tomber un gouvernement sur une «petite chose» comme un pacte des Nations unies, ça veut forcément dire que ce n'était là qu'un prétexte pour tout mettre à terre. «Mais c'est tout sauf une petite chose pour nous. L'identité et l'intégration à notre société, c'est le défi des dix prochaines années et nous avons des solutions pour cela, mais ça ne va pas dans le sens du Pacte de Marrakech.»

Mais le monde entrepreneurial flamand, qui soutient la N-VA, a lui aussi été pris de court par le choix de faire sauter ce gouvernement. «J'ai énormément de contacts avec les entrepreneurs flamands, je pense que les organisations disent quelque chose, mais que les entrepreneurs disent autre chose et, croyez-moi, ils comprennent que l'asile, l'immigration et l'identité sont des points fondamentaux pour l'organisation de la société. On voulait aller aux élections anticipées: dans une démocratie normale, si un gouvernement n'a que 30% au Parlement, on va voter. Mais ils ont peur. Ils ont peur des élections. C'est ça la démocratie, pourtant.»

Candidat Premier ministre fédéral

«C'est la logique même que je sois candidat Premier ministre. La N-VA veut encore exercer des responsabilités à ce niveau de pouvoir. On veut négocier un bon accord pour le futur gouvernement et donc il est logique que le chef du groupe

au Fédéral soit celui qui poursuive comme candidat Premier ministre. On est bien conscient que des thèmes aussi importants que la fiscalité, la sécurité sociale ou la migration et la sécurité sont gérés depuis le Fédéral et que, tant que ce sera le cas, nous voulons y exercer des responsabilités. Toute ma carrière politique depuis le début s'est effectuée au niveau fédéral, donc c'est parfaitement logique que je me présente comme

candidat Premier ministre. Il y a trois étapes: d'abord remporter les élections, ensuite négocier un bon accord de gouvernement qui vaille la peine de monter dans un gouvernement, et enfin déterminer qui prend quel poste.»

Bart De Wever a souvent répété, en prenant l'exemple de Guy Verhofstadt et d'Yves Leterme, que celui qui entrait au «16» rue de la Loi en sortait avec 16% comme résultat électoral. «Ce n'est pas notre ambition d'arriver à 16%», sourit Jambon.

Mais de quelle coalition se verrait-il bien le Premier ministre? La réponse fuse: «Celle qui nous fera atteindre le confédéralisme. C'est notre programme. Et j'ai la conviction qu'on doit quand même adapter les structures de cet État pour qu'on puisse encore gérer les choses de manière acceptable. Vous savez, la N-VA a déjà gelé pendant cinq ans ses revendications communautaires...»

On fait remarquer à Jambon que les articles permettant de réviser la Constitution n'ont pas été ouverts à révision. «On verra, dit-il. Il reste encore du temps et on peut encore avoir une majorité là-dessus avant la dissolution du Parlement. Il est possible aussi de faire des réformes et d'adapter la Constitution par la suite. On a déjà fait cela dans le passé. Allez, si les francophones font le choix d'évoluer encore vers l'extrême gauche, il va être totalement impossible de former un gouvernement fédéral et on doit alors en tirer les conclusions. Comment surmonter cette impasse? Il faut quand même expliquer aux gens que la seule manière dont on a pu passer à travers cette impasse en 2014, c'est en formant cette coalition suédoise où les francophones sont minorisés. D'ailleurs, je n'ai jamais compris que les francophones aient accepté cela. En Flandre, le gouvernement Di Rupo avait un député trop peu côté flamand et c'était déjà un grand problème... Imaginez: ce n'est pas normal qu'on doive faire un gouvernement où une des deux Communautés est à ce point surreprésentée juste pour avoir une majorité.»

On dit à Jambon qu'on connaît le petit jeu politique qui se dessine où PS et N-VA jouent aux meilleurs ennemis, et l'un et l'autre se renforcent dans leur communauté respective. «Mais c'est Di Rupo qui a parlé de Reconquista la semaine dernière! On doit quand même lui répondre. On n'a pas préparé de grande stratégie par rapport au Parti socialiste, mais on voit que chaque fois que le PS nous attaque,

c'est positif pour nous. Quand Onkelinx nous a insultés au début de la législature ou quand Magnette a débattu avec Bart il y a quelque temps, c'est en fait bénéfique pour les deux côtés. Chacun sa communauté, il y a vraiment deux démocraties.»

Merci Elio

Son ancien chef cab Herman De Bode a un jour indiqué qu'il espérait que la Belgique devienne ingouvernable de manière à ce que le confédéralisme s'impose de lui-même. Il dit: «Une situation de blocage peut mener à de la créativité. En 2010, on a bloqué sur le communautaire, ici on pourrait bloquer sur le socio-économique si en Wallonie PS, PTB et Ecolo font un gros score. C'est le droit le plus

De quelle coalition se verrait-il bien le Premier ministre?

«De celle qui nous fera atteindre le confédéralisme.»

strict des francophones de se choisir une politique de gauche, mais ils ne doivent pas venir faire payer la facture par d'autres. Quand j'entends Di Rupo dire que la seule raison pour laquelle on doit encore garder la Belgique, c'est parce qu'il y a 5 milliards d'argent flamand qui vont en Wallonie chaque année, je n'ai rien à ajouter. C'est formidable. On ne doit plus rien dire: Di Rupo fait notre propre campagne électorale. Merci Elio.»

Et il sourit.

On lui demande s'il pense faire un Premier ministre acceptable pour les francophones. «Je sais qu'au début de la législature les francophones me trouvaient inacceptable comme vice-Premier et que certains me serraient à peine la main lors de mes visites sur le terrain.

Cela a complètement changé. Si je vais aujourd'hui en Wallonie, je suis très connu et les gens sont extrêmement sympathiques avec moi. Je pense que ce qui a fondamentalement changé dans la perception de la N-VA par les francophones, c'est qu'auparavant les francophones n'entendaient parler de nous qu'à travers le prisme de nos ennemis, le PS, le cdH, etc. Ils ont pu me voir dans les médias beaucoup plus directement ces dernières années, et ils ont vu comment je gérais les choses et notamment les attentats.»

Outre le communautaire, les priorités du candidat Premier Jambon: «Diminuer la charge sur le travail, atteindre l'équilibre budgétaire et réformer les pensions avec une attention particulière pour les pensions les plus basses.» Emballé, c'est pesé. Et Jan Jambon prolonge: «On doit continuer à travailler à l'architecture de nos services de sécurité.»

Il souffle un instant et pose ceci: «La condition sine qua non pour que la N-VA entre dans un gouvernement est qu'on retrouve suffisamment de notre programme dans l'accord de coalition. On n'a pas l'intention d'occuper le poste de Premier ministre juste pour se faire plaisir. On veut une politique de centre-droit. On ne se bat pas pour des postes, mais pour réaliser le maximum de notre programme électoral. On ne veut pas du pouvoir pour le pouvoir. On reste un parti anti-establishment.»

On dit à Jan Jambon que la N-VA est en majorité avec la gauche – sp.a et Groen – ou avec le CD&V et l'Open-Vld, et que la lisibilité n'est pas évidente et immédiate sur la ligne politique. «À Anvers, s'associer avec les socialistes était l'unique option à partir du moment où Groen a rejeté toute possibilité d'alliance avec nous. Je pense en outre que les choses sont beaucoup plus idéologiques au niveau fédéral et régional qu'au niveau communal.»

Un mot sur l'affaire du conseiller communal N-VA Melikan Kucam et du trafic de visas humanitaires qui secoue la Flandre, et en particulier l'ex-secrétaire d'État Theo Francken. «Cette affaire doit être investiguée par la Justice, s'il y a des coupables, ils devront être sanctionnés. Je trouve ça beaucoup trop tôt pour jeter l'opprobre sur l'un ou l'autre. Vous savez, avec des gens qui viennent de pays en guerre, on doit souvent travailler avec des intermédiaires. Je suis en tout cas convaincu d'une chose: Theo et son équipe ignoraient que ces intermédiaires étaient payés.»

«Le temps soigne toutes les blessures. Il n'y a pas de cassure définitive entre Charles Michel et moi.»